

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## RPG : Laurent Angue Mezui reprend le flambeau

Il succède à Célestin Nguema Oyame à la tête du Rassemblement pour le Gabon.

A.N

Libreville/Gabon

Le siège du Rassemblement pour le Gabon (RPG), désormais baptisé "siège national Paul Mba Abessole", a servi de cadre, samedi dernier, à la cérémonie de passation de charges entre le président sortant de cette formation politique, Célestin Nguema Oyame, et le rentrant, Laurent Angue Mezui. Cette manifestation a vu la présence de plusieurs leaders des partis politiques de l'opposition, des responsables des confessions religieuses, d'organisations syndicales, d'associations, ainsi qu'un grand nombre de militants et sympathisants du parti cher à Paul Mba Abessole.

Après avoir entonné l'hymne du RPG, Laurent Angue Mezui a installé officiellement le vice-président du RPG, Martin Boundzanga, dans ses nouvelles fonctions, ainsi que les responsables des organes locaux. Le tout, suivi de la découverte de la plaque inaugurale du siège.

Dans une ferveur militante, la doyenne d'âge des cadres du RPG, Madeleine Mavoungou-Paka, a remis symboliquement les attributs du pouvoir au président entrant, pour un mandat de douze mois. Trois interventions ont ponctué



Photo: Adjai Ntoutoume/L'Union

### Laurent Angue Mezui reprenant le flambeau du RPG

cette cérémonie. Le président du comité d'organisation a exhorté les militantes et militants à soutenir leur nouveau président dans sa mission. D'autant que celle-ci, a-t-il souligné, n'est pas de tout repos.

La doyenne d'âge des cadres du RPG, Madeleine Mavoungou-Paka, a remis symboliquement les attributs du pouvoir au président entrant,

l'équipe sortante" pour la qualité du travail accompli, en dépit de la mo-

dicité des moyens mis à leur disposition". Il a esquissé le fil conducteur de son action, "en application stricte des recommandations du 7e congrès national ordinaire du RPG ayant adopté le principe de la tétravalence comme mode de fonctionnement pour une période transitoire". Il a réaffirmé l'ancrage du RPG dans l'opposition. Aussi, "dans le but de maintenir et perpétuer l'hégémonie du parti sur la scène politique nationale", Laurent Angue Mezui, a fixé le cap sur "la reprise du travail de terrain, en vue de la reconquête des espaces perdus".

D'où, a-t-il indiqué, "la tenue, le 25 de ce mois, d'une assemblée générale extraordinaire, en vue de débattre de la vie de notre formation politique. Et de lui redonner de la volonté, de l'énergie et de l'audace".

## Que vaut désormais le RPG ?

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

NAGUERE une des plus importantes formations de l'échiquier politique national, le Rassemblement pour le Gabon (RPG) n'est plus, à ce qui se voit, que l'ombre de lui-même. En effet, fini le temps où son président fondateur, Paul Mba Abessole, en bon tribun, haranguait les foules. Finie également l'époque où l'ex-"Bûcheron en chef" donnait le tournis au pouvoir. Son parti a perdu de sa splendeur. Son positionnement ambigu ayant fini par agacer les militants de la première heure et autres fervents et sympathisants adhérents.

Conséquence : le parti peine, maintenant, à obtenir ne serait-ce que des élus locaux. Triste, quand on se souvient de l'aura de cette formation politique, dans le passé.

C'est certainement pour éviter de tomber totalement dans les abysses que Paul Mba Abessole, en bon stratège et fin tacticien, a décidé de passer la main et de proposer une présidence rotative entre les "quatre héritiers" les plus en vue. Ce qui est vraiment inédit sous nos cieux. Dans tous les cas, la récente passation de charges entre Célestin Nguema Oyame et Laurent Angue Mezui entre dans cette logique. Même si, actuellement, bon nombre d'analystes et observateurs de l'arène politique nationale s'interrogent sur la capacité de résilience de cette formation, surtout après la retraite de son président emblématique.



Photo: Adjai Ntoutoume/L'Union

### Le siège du RPG, à Petit-Paris.

## Miroir du gouvernement

### Faire baisser la tension

APPEL à une trêve sociale de trois ans qui ne fait vraiment pas l'unanimité parmi les partenaires sociaux, préavis de "grève générale nationale" déposé le vendredi 17 janvier dernier sur la table de travail du Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, par une coalition d'organisations syndicales. Conséquence, selon ces dernières, de la volonté du gouvernement de vouloir faire adopter, coûte que coûte, par le Parlement, un nouveau Code du travail "inique et particulièrement répressif à l'égard des travailleurs". Le moins que l'on puisse dire, c'est que, à l'entame de cette

nouvelle année, le gouvernement fait face à un front social agité. Et dans les jours à venir, l'intensité pourrait monter d'un cran, si jamais les partenaires sociaux venaient à mettre à exécution leur menace de "grève générale nationale".

D'où la nécessité, pour le gouvernement, d'agir en essayant de parvenir à faire baisser la tension. En expliquant aux uns et aux autres le bien-fondé de sa démarche. D'autant que, au regard de la santé globale de l'économie nationale, notre pays ne peut vraiment pas se payer le luxe d'une grève nationale. Vu que son coût, au final,

pourrait s'avérer préjudiciable pour la communauté nationale.

Sur un plan purement politique, on ne comprendrait réellement pas que le gouvernement ne tente pas de calmer les ardeurs des partenaires sociaux, tout en les rassurant sur sa volonté et disponibilité à prendre en compte leurs observations. D'autant que le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a fait du dialogue social un des axes majeurs de son action, à travers une concertation permanente avec les partenaires sociaux. Dans cette optique, on se rappelle qu'au lendemain

de sa Déclaration de politique générale, le 26 février 2019, il avait rencontré, à Okala, l'ensemble desdits partenaires sociaux aux fins de leur expliquer la pertinence de sa démarche, sous-tendue par la détermination de mettre en œuvre les réformes prioritaires édictées par le chef de l'État. Tout le monde avait salué cette dynamique et approche participative. Reste à espérer que celle-ci demeure toujours une réalité au gouvernement.

J.KOMBILE MOUSSAVOU